

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026 : UN SCRUTIN IMPORTANT POUR LE RN – UN DÉFI MAJEUR POUR LA CGT !

L'année 2026 sera marquée par les élections municipales. Ce scrutin, déjà essentiel pour le quotidien de la population, le sera d'autant plus qu'il est particulièrement important pour le Rassemblement national.

En effet, ce seront les seules élections en France avant l'élection présidentielle et le parti d'extrême droite compte bien s'en servir de marche pied pour accéder à l'Élysée en 2027.

Si l'extrême droite n'est aujourd'hui à la tête « que » d'une quinzaine de municipalités, le risque de basculement de plusieurs dizaines d'autres est réel¹.



« Une cinquantaine de villes de plus de 20 000 habitant·es ont un risque « significatif » de basculer à l'extrême droite lors des prochaines élections municipales de mars 2026. Ces communes se situent principalement autour de l'arc méditerranéen – en particulier la Côte d'Azur – et dans le Nord. »²



Si la CGT n'a pas à s'inscrire directement dans le « jeu » électoral, il est de son devoir de peser de tout son poids en raison des enjeux qui en découlent. Urbanisme, éducation, action sociale, tissu associatif, sport, fiscalité, solidarité, culture...oui le quotidien des travailleuses et des travailleurs est largement impacté par les politiques municipales.

À titre d'exemple, « les élections municipales de 2026 sont une échéance très redoutée par le secteur culturel tant la poussée du RN à cet échelon pourrait avoir des implications pour sa survie et pour la préservation d'enjeux essentiels pour notre démocratie : la liberté de création et de diffusion, et la diversité culturelle [...] En tant que financeur important des politiques publiques de la culture, les municipalités ont un rôle déterminant dans la politique de subvention des structures et des projets artistiques. »³

Lorsque l'extrême droite est au pouvoir dans une ville, les politiques menées sont significatives de leurs lubies historiques : sécurité, coupes dans les budgets sociaux, culture mettant en avant leur version du « roman national », attaques contre les services publics, etc.

« Pour baisser ou ne pas augmenter les impôts, les maires RN appliquent des recettes brutales : s'attaquer aux services publics et au secteur social. À Hénin-Beaumont, Steeve Briois multiplie ainsi les cadeaux au privé. « Récemment, il a privatisé la crèche, le funérarium et la piscine rénovée et tout juste inaugurée », rappelle David Noël, président de la LDH du Pas-de-Calais [...] À Perpignan, Louis Aliot a lui aussi délégué au privé une des plus grandes crèches de la ville (85 berceaux) à la rentrée 2023. Selon la CGT, il porte également peu d'intérêt aux écoles publiques de sa commune. »⁴

À celles et ceux qui disent ou qui pensent « on ne les a pas essayés », il faut leur rétorquer que oui ! Les politiques menées par l'extrême droite dans les mairies sont significatives (et ne sont même qu'un embryon) des politiques qu'elle mènerait si elle accédait à l'Élysée en 2027.

Ce dossier explore les risques encourus dans certains secteurs et champs de la FERC CGT si le RN arrivait au pouvoir dans les municipalités.

¹ <https://municipales.streetpress.com/>

² <https://basta.media> : La carte des cinquante villes qui pourraient basculer à l'extrême droite lors des élections municipales

³ Brochure de VISA « Municipales 2026 – Lutter pour battre l'extrême droite – stop aux mairies brunes » – contribution de la Fédération CGT du spectacle (FNSAC CGT).

⁴ Médiapart : Services publics abîmés, violence sociale, opposition muselée : le bilan des villes gérées par le RN – Jean-François Poupepin – juin 2024

LE RN AUX PORTES DES MAIRIES : UN DANGER POUR LA CULTURE, L'ÉDUCATION POPULAIRE ET LES DROITS DES SALARIÉ·ES

Le Rassemblement National (RN) pourrait remporter plusieurs mairies lors des prochaines élections municipales. Cette perspective inquiète les acteurs de la culture, de l'éducation populaire et les organisations syndicales, comme la CGT. En effet, l'histoire politique du RN montre une tendance à réduire drastiquement les subventions aux associations et aux initiatives culturelles, au profit d'une vision restrictive et sécuritaire de la gestion locale. Ces suppressions menacent non seulement la diversité culturelle, mais aussi les emplois et les droits des salarié·es du secteur.

12

Le Lien N° 227 - déc. 2025

Les suppressions de subventions culturelles : un recul pour la démocratie locale

Les municipalités dirigées par le RN ont souvent réduit, voire supprimé, les subventions allouées aux associations culturelles et aux structures d'éducation populaire.

Par exemple, à Fréjus, sous la mandature de David Rachline, les subventions aux associations ont été revues à la baisse, privilégiant les projets alignés sur une vision identitaire et sécuritaire. Les festivals, les théâtres indépendants et les centres sociaux, qui jouent un rôle clef dans l'animation des territoires et la cohésion sociale, sont les premières victimes de ces politiques.

Avec comme conséquence, un appauvrissement culturel significatif. Les initiatives locales, qui sont souvent des vecteurs de mixité sociale et d'ouverture à la diversité, disparaissent progressivement, privant les citoyen·nes d'espaces de rencontre et d'expression.

Parallèlement, la précarisation des emplois s'accroît : les salarié·es des secteurs culturels et associatifs, déjà fragilisés par des contrats souvent instables, voient leurs postes directement menacés par ces coupes budgétaires.

L'éducation populaire en danger : un recul pour l'émancipation citoyenne

L'éducation populaire, pilier de



l'émancipation et de la formation critique des citoyen·nes, est particulièrement visée.

Les centres sociaux, les MJC (Maisons des Jeunes et de la Culture) et les associations d'éducation populaire dépendent largement des subventions municipales. Leur suppression affaiblit les espaces de débat, de formation et de solidarité.

Les exemples concrets sont légion, citons : à Hénin-Beaumont, les subventions aux associations d'éducation populaire ont été drastiquement réduites, au profit de structures alignées sur les valeurs du RN. Les ateliers de philosophie, les cours d'alphabétisation et les projets de lutte contre les discriminations sont souvent les premiers touchés.

Ceci impacte directement les salarié·es : les éducateur·ices, animateur·ices et médiateur·ices culturels, souvent précaires, perdent leur emploi ou voient leurs conditions de travail se dégrader.

Les organisations syndicales et les salarié·es : une cible politique

Le RN a historiquement une relation conflictuelle avec les syndicats, et notamment la CGT. Les municipalités dirigées par le RN ont tendance à réduire les subventions aux organisations syndicales, limitant leur capacité d'action, à remettre en cause les droits des salarié·es, en favorisant la précarisation et en affaiblissant les conventions collectives et enfin à stigmatiser les mouvements sociaux, en les présentant comme des obstacles à l'ordre public.

L'exemple criant est à Perpignan, sous la mandature de Louis Aliot, où les relations avec les syndicats se sont tendues, avec une réduction des espaces de dialogue social et une précarisation accrue des agents municipaux.



En conclusion

L'arrivée du RN aux responsabilités municipales représente une menace réelle pour la culture, l'éducation populaire et les droits des salarié·es. Les suppressions de subventions ne sont pas seulement des mesures budgétaires : elles s'inscrivent dans une logique de démantèlement des espaces de liberté, de solidarité et de critique. **Face à ce danger, la mobilisation collective et la résistance syndicale sont plus que jamais nécessaires pour défendre un modèle de société ouvert, solidaire et émancipateur.**

PERPIGNAN PREMIÈRE VILLE DE PLUS DE 100 000 HABITANT·ES ADMINISTRÉE PAR LE RN SOUS UNE GROSSE COUCHE DE VERNIS : UNE IDÉOLOGIE QUI S'INSTALLE LENTEMENT ET POUR LA DURÉE.

De nombreux indicateurs alertaient de l'imminence du basculement : clientélisme du Maire précédent, division importante de la gauche ... Cependant, l'arrivée de Louis Alliot a été un véritable choc dans un département où la moitié de la population a un lien familial avec la Retirada et qui a toujours été un lieu de passage ou d'installation des populations migrantes. À quelques mois des prochaines municipales, le constat est là : une fois en place, il est très difficile de déloger l'extrême droite.

Contrairement aux expériences précédentes, le RN a su tirer les enseignements des mairies FN, il avance les marqueurs de sa politique dorénavant par petites touches et masqués le plus longtemps possible afin d'éviter de faire des vagues et de s'installer dans la durée.

L'un des marqueurs principaux est l'ordre et la sécurité. Les effets d'annonce et les orientations budgétaires confirment les choix avec l'accent mis sur l'augmentation des effectifs de la police municipale et des caméras de vidéosurveillance. Sans effet notable sur la sécurité. A l'école, malgré son coût extrêmement élevé, l'uniforme a été expérimenté dans un gros groupe scolaire, mais finalement arrêté par décision du conseil d'école après 1 an ...

Dans un contexte de restrictions budgétaires, les autres secteurs sont touchés. Les budgets des écoles sont insuffisants et ne répondent ni aux besoins de matériel, ni à la nécessaire rénovation du bâti. Les services municipaux sont mis au régime sec entre baisse des ETP et privatisation de nombreux services, dont des crèches, des services d'entretien ...

Pour l'éducation populaire, la situation générée par les marchés ne s'améliore pas faute de budget suffisant. La ligue de l'enseignement est elle pointée du doigt pour ses prises de position contre l'extrême droite. **Une guerre**

souterraine est en cours contre les associations, notamment celles qui viennent en soutien à la principale cible de l'extrême droite : « les étrangers ». Les associations qui dérangent sont peu à peu coupées de leurs subventions, finissent ou finiront par disparaître (accompagnement des enfants gitans, associations d'aides aux migrant-es ...).



La bataille idéologique est, elle aussi, en marche à Perpignan avec souvent une réécriture de l'histoire. Le conseil municipal avait baptisé une place Pierre Sergent (OAS puis FN) avant d'être débouté par le tribunal administratif et d'opter pour une place « en hommage aux victimes du FLN ».

Le congrès du cercle algérieniste a été subventionné à hauteur de 100 000 € en 2022.



Syndicat CGT Territoriaux de Perpignan

L'épisode de la crèche à l'intérieur de la Mairie, la multiplication de nouvelles festivités mettant en avant la tradition chrétienne, les processions religieuses pour implorer la pluie, les attaques contre la catalanité, sont autant d'exemples d'une transformation idéologique de Perpignan.

Même s'il est difficile de toucher à un gros festival comme VISA POUR L'IMAGE, ils peuvent compter sur l'autocensure de l'organisation.

En 2024, lors de la projection de l'exposition sur la montée de l'extrême droite en Europe du photojournaliste catalan Jordi Borràs, 2 photos prises en France ont été supprimées. En 2025, la Mairie a proposé, sans l'accord du photographe, une exposition orientée sur le 7 octobre.

Enfin, le printemps des libertés réunit à Perpignan toute la sphère médiatique de l'extrême droite.

NOUVELLE BROCHURE DE VISA

LUTTER POUR BATTRE L'EXTRÊME DROITE - STOP AUX MAIRIES BRUNES

Afin de lutter contre l'extrême-droite dans la perspective des municipales 2026, VISA publie une brochure au prix de 3 €.

Concrètement, 2026 est l'année de tous les dangers, ceux de voir l'extrême-droite conquérir des municipalités et continuer ainsi son ascension vers le pouvoir ultime, l'Élysée.

Dans l'intérêt des salarié-es, et de la population en général, il faut que l'audience électorale du FN / RN baisse drastiquement.

Les syndicalistes antifascistes de VISA, épaulé-es par leurs syndicats membres, ont donc conçu cette brochure avec une double approche : **dénoncer les méfaits de l'extrême-droite déjà au pouvoir dans certaines villes et continuer de mettre en garde, avec force arguments, sur les**

conséquences de sa prise de pouvoir éventuelle.

Car c'est bien en s'appuyant sur la désastreuse réalité de leur politique que nous, syndicalistes, pouvons argumenter auprès des salarié-es pour qu'ils et elles ne se trompent pas de colère lors des élections. Avec des témoignages concrets de la vie dans une mairie brune, avec des éléments de réflexions sur les stratégies du parti frontiste, avec des pistes concrètes pour éviter le pire, cette brochure donne des « armes » aux militant-es pour convaincre de l'extrême nocivité du vote RN.

Pour plus d'informations et pour les commandes :

<https://visa-isa.org/> - assovisabis@gmail.com



COLLOQUE CGT-FSU

ÉCOLE ET EXTRÊME DROITE

La FERC CGT et la FSU organisent, avec l'IHS confédéral et l'Institut de Recherche de la FSU, un colloque de 2 jours les 29 et 30 janvier 2026, dans la salle du CCN de la Bourse nationale du travail CGT de Montreuil.

Ce colloque devait initialement se tenir les 2 et 3 octobre 2025, et a dû être reporté pour cause de mobilisation nationale interprofessionnelle.

Avec un panel varié de chercheur-ses et de militant-es, plusieurs thématiques seront abordées :

- > Histoire des conceptions scolaires et éducatives de l'extrême droite
- > L'instrumentalisation des savoirs par l'extrême droite

- > L'école de l'émancipation contre l'école autoritariste
- > Ensemble contre l'extrême droite

La salle du CCN a une capacité d'accueil importante, n'hésitez pas à faire circuler l'information dans vos syndicats. Le sujet peut intéresser l'ensemble des camarades de la fédération. Soyons nombreux et nombreuses !

A noter : l'inscription sera réservée aux adhérent-es

